



Maître d'Ouvrage
Commune de ROQUEFORT (47310)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE CRECHE EN MAIRIE
1 route de Nérac 47310 ROQUEFORT**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 05 septembre 2025 à 17h30

Commune de Roquefort
1 Placié Charles de Gaulle
47310 ROQUEFORT

Maitrise d'œuvre :



AGENCE FERRANDO ARCHITECTES

2, rue André Mazeau 47000 AGEN
www.ferrando.team

SOMMAIRE

Article 1 – Objet de la consultation	3
Article 2 - Description du marché	3
<u>2.1 - Décomposition en lots</u>	3
<u>2.2 - Nomenclature</u>	3
<u>2.3 - Date d'effet et durée du marché</u>	3
<u>2.4 - Modalités de financement et de paiement</u>	3
Article 3 - Procédure	4
<u>3.1 - Type de procédure</u>	4
<u>3.2 - Délai minimum pendant lequel le candidat est tenu de maintenir son offre</u>	4
<u>3.3 - Composition du DCE</u>	4
<u>3.4 - Variantes et options</u>	4
<u>3.5 - Confidentialité et mesures de sécurité</u>	5
<u>3.6 - Visite du chantier</u>	5
Article 4 – Les intervenants	5
<u>4.1 - Désignation de l'acheteur</u>	5
<u>4.2 - Représentant de l'acheteur</u>	5
<u>4.3 - Maîtrise d'œuvre</u>	5
<u>4.4 - Contrôle technique</u>	6
<u>4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs</u>	6
Article 5 - Présentation des candidatures et des offres	6
<u>5.1 - Documents à produire</u>	6
Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
<u>6.1 - Transmission électronique</u>	7
<u>6.2 - Transmission sous support papier</u>	8
Article 7 – Examen des candidatures et des offres	8
<u>7.1 - Sélection des candidatures</u>	8
<u>7.2 - Attribution des marchés</u>	8
<u>7.2.1 Mémoire justificatif (note sur 50 points) :</u>	9
<u>7.2.2 Prix des prestations 50%</u>	10
<u>7.2.3 Cas d'égalité entre candidats :</u>	11
<u>7.3 - Négociation :</u>	11
<u>7.4 - Attribution du marché</u>	11
<u>7.5 – Déclaration sans suite</u>	11
Article 8 - Renseignements complémentaires	12
<u>8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact</u>	12
<u>8.2 - Procédures de recours</u>	12
<u>8.3 – Renseignements complémentaires</u>	12
CERTIFICAT DE VISITE	14

Article 1 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne : les travaux de réhabilitation de l'ancienne crèche située 1 route de Nérac 47310 ROQUEFORT en future mairie de la commune.

Les prestations objets du marché sont décrites de manière détaillée dans le CCTP du présent marché.

Article 2 - Description du marché

2.1 - Décomposition en lots

Les prestations, objet du présent marché, sont décomposées en 10 lots identifiés comme suit :

<u>Lot n° 1 :</u>	Voirie/Réseaux/Divers (VRD)
<u>Lot n° 2 :</u>	Démolition/Maçonnerie
<u>Lot n° 3 :</u>	Charpente/Couverture
<u>Lot n° 4 :</u>	Menuiseries extérieures
<u>Lot n° 5 :</u>	Cloisons/Isolation/Doublage/Faux-Plafonds
<u>Lot n° 6 :</u>	Menuiseries intérieures bois
<u>Lot n° 7 :</u>	Chauffage Ventilation Climatisation (CVC)/Plomberie Sanitaires
<u>Lot n° 8 :</u>	Electricité
<u>Lot n° 9 :</u>	Peinture/Nettoyage/Revêtements de sol/Faïence
<u>Lot n° 10 :</u>	Serrurerie/Bardage

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot, pour plusieurs lots ou tous les lots.

2.2 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
45000000	Travaux de construction			

2.3 - Date d'effet et durée du marché

Le présent marché ne deviendra définitif et ne pourra recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Le présent marché est conclu pour une durée de 8 mois, débutant de la notification au titulaire jusqu'à la décision de réception des travaux. Cette durée comprend la période de préparation des travaux et le repliement des installations.

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

2.4 - Modalités de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Article 3 - Procédure

3.1 - Type de procédure

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

3.2 - Délai minimum pendant lequel le candidat est tenu de maintenir son offre

Le délai de validité des propositions est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3.3 - Composition du DCE

- Le règlement de la consultation,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) pour les lots n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- L'acte d'engagement à compléter par le candidat (compléter un acte d'engagement par lot)
- La décomposition du prix global et forfaitaire au titre des lots n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- Le rapport initial de contrôle technique (en cours)
- L'étude de sol G2AVP (étude de sols G2 PRO en cours)
- Les plans : Architecte, BET structure, Electricité et CVC
- Le planning prévisionnel

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4 – Variantes et options

Aucune variante n'est autorisée pour les lots n° 2, 3, 4, 6, 7, 9 et 10.

Variante n°	Lot concerné par la variante	Intitulé de la variante
1	Lot 01 : VRD	Voirie en enrobé à la place de bicouche
2	Lot 01 : VRD	Béton désactivé à la place de la Castine sur cheminement arrière mairie
3a	Lot 05 : Cloison Isolation Plafond	Plafond salle du conseil municipal en panneau LAO de chez LAUDESCHER ou équivalent
3b	Lot 05 : Cloison Isolation Plafond	Plafond suspendu central en plaque de plâtre pour caissette Clim et éclairage
4	Lot 08 : Electricité	Salle du conseil : éclairages adaptés aux panneaux LAO à la place dalle 60x60 LED
5	Lot 08 : Electricité	Salle du conseil : éclairage central type 3 anneaux LED Ø 100/80/60 cm à la place dalle 60x60 LED

Aucune option n'est autorisée pour les lots 2, 3, 5, 7, 8 et 9.

Option n°	Lot concerné par l'option	Intitulé de l'option
1	Lot 01 : VRD	Réalisation d'un béton balayé cheminement arrière d'accès à impasse du Placié
2	Lot 04 : Menuiseries Intérieures Bois	Grille de sécurité devant porte vitrée cuisine compris serrurerie, verrou à clé
3	Lot 04 : Menuiseries Extérieures	Grille de défense pour bureau 2 (Futur bureau dédié à la police)
4	Lot 04 : Menuiseries Extérieures	Porte d'entrée automatique piétonne vitrée
5	Lot 06 : Menuiseries Intérieures bois	Remplacement portes intérieures Accueil et Cuisine
6	Lot 10 : Serrurerie/Barbage	Serrure 3 points pour bureau 2 (Futur bureau dédié à la police)
7	Lot 10 : Serrurerie/Barbage	Grille de défense pour bureau 2 (Futur bureau dédié à la police)

3.5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

3.6 - Visite du chantier

Chaque candidat soumissionnant pour le lot 02 Démolition/Maçonnerie devra obligatoirement s'être rendu sur le site, préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux dans lesquels les prestations doivent se dérouler et prendre en compte particulièrement les accès du chantier.

Cette visite pourra s'effectuer durant les heures d'ouverture de la mairie.

A cette fin, les candidats devront s'adresser à la personne ci-dessous désignée pour prendre rendez-vous :

Secrétariat de la Mairie de Roquefort Tel : 05.53.67.20.98 ou par mail à l'adresse : commune@roquefort47.fr

Le certificat de visite original sera conservé par le maître d'œuvre. Un double ou une copie sera remis au candidat.

Les candidats qui n'auront pas effectués cette visite, ne seront pas admis à présenter une offre.

Article 4 – Les intervenants

4.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : Commune de Roquefort

4.2 - Représentant de l'acheteur

Patrice FOURNIER - Maire

4.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Agence FERRANDO Architectes
2, rue André Mazeau
47000 AGEN

Elle est représentée par : M. Pierre-Jean FERRANDO.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Mission complète de type loi MOP comprenant AVP PRO ACT VISA DET AOR.

4.4 - Contrôle technique

Le bureau de contrôle technique n'est pas encore désigné à la date de publication du présent appel d'offres. Néanmoins, les missions correspondantes, telles que récapitulées dans le tableau joint, seront bien confiées au prestataire désigné dans le cadre du présent marché.

4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le bureau de coordination SPS n'est pas encore désigné à la date de publication du présent appel d'offres. Néanmoins, les missions correspondantes, telles que récapitulées dans le tableau joint, seront bien confiées au prestataire désigné dans le cadre du présent marché.

Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Le nombre maximal de lots qui pourront être attribués à un même soumissionnaire est au nombre de 10.

Le présent marché pourra être attribué à une seule entreprise, à un groupement d'entreprises. (Les groupements momentanés d'entreprises sont autorisés) ou à plusieurs entreprises.

Chaque lot devra faire l'objet d'un acte d'engagement, même en cas de candidature de la même entreprise pour plusieurs lots.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**. Disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+ 01 : 00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Non renseigné

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .pdf ou .zip

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :
Nom Entreprise_Pièce (ex BLABLATP_AE pour l'acte d'engagement)

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Article 7 – Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Mémoire justificatif	50.0 %
2- Prix des prestations	50.0 %

7.2.1 Mémoire justificatif (note sur 50 points) :

Le dossier soumis doit suivre des exigences précises en termes de contenu et de structure. Il est limité à un maximum de 20 pages recto ou 10 pages recto-verso, hors références. La présentation de ce document est cruciale car le non-respect des exigences formelles entraînera une pénalité de - 3 points sur la note totale, qui est de 50 points.

1) Organisation du mémoire :

Ce dossier doit être structuré en quatre chapitres distincts, chacun correspondant aux sous-critères définis pour l'évaluation de la valeur technique de l'offre. Il s'agit d'une approche qui vise à s'assurer que chaque aspect de la prestation est évalué de manière objective et équitable.

2) Sous-critères d'évaluation (total de 50 points) :

- Qualité des prestations de travaux et du chantier (30 points) : C'est le critère le plus pondéré, représentant 60 % de la note totale, ce qui indique que la qualité technique et opérationnelle des travaux est le principal critère de sélection.
- Méthodologie d'intervention (10 points) : Ce critère évalue l'organisation, la planification et la méthodologie pour la réalisation des travaux, représentant 20 % de la note totale.
- Protection de l'environnement (5 points) : Les mesures prises pour minimiser l'impact environnemental des travaux sont également évaluées, représentant 10 % de la note totale.
- Provenance des fournitures (5 points) : Ce critère valorise la transparence et les informations sur la provenance des matériaux utilisés pour les travaux, représentant également 10 % de la note totale.

Détail du sous-critère 1 : Qualité des prestations de travaux (30 points)

Ce critère évalue la capacité de l'entreprise à assurer des prestations de haute qualité en fonction de plusieurs sous-aspects importants :

1. Formation et qualifications du personnel (10 points)

L'évaluation porte sur le niveau de formation et les qualifications du personnel intervenant sur le chantier. Les critères suivants seront pris en compte :

- Certifications et diplômes détenus par le personnel
- Expérience spécifique des équipes dans des projets similaires.
- Plan de formation continue pour garantir la mise à jour des compétences (en particulier concernant les nouvelles normes environnementales et techniques).

Exemple : un personnel ayant reçu une formation spécifique en techniques de construction éco-responsable et en gestion des risques liés à la sécurité sur les chantiers sera particulièrement valorisé.

2. Capacité technique de l'entreprise (10 points)

Ce sous-critère évalue l'expertise technique de l'entreprise, notamment sa maîtrise des procédés et des technologies avancées dans le domaine des travaux publics. Les points suivants seront évalués :

- Références antérieures dans la réalisation de projets similaires.
- Certification de l'entreprise (RGE, QUALIBAT ...)

- Maîtrise des normes techniques en vigueur (par exemple, normes de construction, réglementations environnementales).
- Innovation dans les méthodes de travail proposées (par exemple, utilisation d'outils numériques comme le BIM - Building Information Modeling).

Exemple : une entreprise utilisant des technologies innovantes pour optimiser la gestion du chantier et réduire les impacts environnementaux aura une meilleure note.

3. Moyens humains (5 points)

Ce sous-critère examine les ressources humaines mobilisées pour la réalisation des travaux. L'accent sera mis sur les éléments suivants :

- Organisation des équipes et répartition des tâches (incluant la hiérarchisation et la supervision).
- Disponibilité des effectifs et capacité de réagir en cas d'imprévus ou de surcharge de travail.
- Gestion de la sécurité et des conditions de travail du personnel.

Exemple : la présence de responsables de sécurité dédiés ou d'équipes pluridisciplinaires permettra d'obtenir une meilleure évaluation.

4. Moyens matériels (5 points)

Ce sous-critère prend en compte la capacité de l'entreprise à mobiliser les équipements et matériels nécessaires à la bonne exécution des travaux. Les éléments suivants sont évalués :

- État et disponibilité du matériel (engins, équipements spécifiques) et capacité à les entretenir.
- Capacité à fournir les équipements adaptés aux spécificités techniques et environnementales du projet.
- Possession de matériels innovants ou spécialisés permettant d'améliorer l'efficacité des travaux ou de réduire leur impact environnemental (comme l'utilisation de machines à faible émission de CO2).

Exemple : une entreprise qui dispose de machines modernes à faible émission et qui peut démontrer sa capacité à les déployer rapidement sur le chantier sera avantagée.

Méthode de notation pour les critères techniques du mémoire :

Note sur 5 points :

Absence de mention « 1/5 », Note sommaire « 2,5 /5», Note détaillée et adaptée à la demande « 5/5 »

Note sur 10 points :

Absence de mention « 1/10 », Note sommaire « 5 /10», Note détaillée et adaptée à la demande « 10/10 »

Note sur 20 points :

Absence de mention « 1/20 », Note sommaire « 10 /20», Note détaillée et adaptée à la demande « 20/20 »

Note sur 30 points :

Absence de mention « 1/30 », Note sommaire « 15 /30», Note détaillée et adaptée à la demande « 30/30 »

7.2.2 Prix des prestations 50%

Le montant indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement devra correspondre au montant total indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire de chaque lot.

Ce montant sera utilisé pour apprécier l'offre économiquement la plus avantageuse au regard du critère du prix.

Les propositions de prix seront notées selon la formule suivante (sur 50 points)

$$\text{Note (sur 50)} = 50 \times \frac{\text{Prix du moins-disant}}{\text{Prix de l'offre}}$$

7.2.3 Cas d'égalité entre candidats :

Si deux candidats ou plus se retrouvent ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, l'attributaire pressenti sera déterminé en fonction de la meilleure note obtenue sur le critère prépondérant. Si ce critère ne permet pas de départager les candidats, le sous-critère prépondérant sera pris en compte.

Ces critères de jugement sont pensés pour garantir la rigueur et l'objectivité dans la sélection, en accordant une importance primordiale à la qualité des travaux.

7.3 - Négociation :

A l'issue de la première phase d'analyse des offres, la présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation. En ce cas, seules les trois offres les mieux classées (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) au regard des critères et pondérations définis ci-dessus, seront sélectionnées.

Objet de la négociation :

Outre l'aspect financier, ces négociations permettront d'affiner la valeur technique des offres, de procéder à des réajustements méthodologiques/techniques au regard des attentes du pouvoir adjudicateur et d'aboutir à d'éventuelles propositions d'amélioration.

Cette négociation pourra donc porter sur l'ensemble des conditions du marché y compris les clauses administratives, sans pour autant modifier ses caractéristiques principales.

Modalités de la négociation :

Les négociations se feront par échange électronique(courriel) et si besoin par une rencontre avec chacun des 3 candidats.

Le nombre de tours de négociations étant conditionné par la teneur des offres reçues, chaque candidat est encouragé à remettre, dès le premier tour de négociations, sa meilleure offre technique et financière. Seuls des échanges écrits sont autorisés.

Au terme de la négociation, les offres finales seront analysées sur la base des critères initialement prévus.

Le résultat des négociations fera l'objet d'une mise au point (annexée à l'AE) avec le candidat retenu avant la notification du marché.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

7.4 - Attribution du marché

Les lots n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 sont attribués par le pouvoir adjudicateur au(x) candidat(s) dont l'offre aura été jugée comme techniquement et économiquement la plus avantageuse conformément à l'article 7.2 du présent règlement.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

7.5 – Déclaration sans suite

Pour un motif d'intérêt général motivé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure. La déclaration sans suite peut intervenir à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché, et ce sans délai, même si ce dernier a été attribué. Le candidat retenu, quand bien même le marché lui est attribué, ne peut prétendre à aucune indemnité compensatoire en raison de l'absence de droit acquis à la signature du contrat.

Article 8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

8.2 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif Bordeaux, 9 rue Tastet, BP 947, 33063 Bordeaux Cedex.

Tél. : 05 56 99 38 00. Fax : 05 56 24 39 03

Introduction des recours :

- Recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée,
- Référé précontractuel antérieur à la date de signature du marché par la personne publique (article L551-1 du Code de Justice Administrative) -conditions de signature du marché indiquées aux articles R.2181-1 à R. 2181-4, R. 2182-1 à R. 2182-3 du code de la commande publique,
- Référé suspension avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat sur le fondement de l'article L 521-1 du code de justice administrative, CDG47-Règlement de consultation –Accord-cadre -Mise en œuvre, hébergement et maintenance d'un système d'information géographique web mutualisé¹⁶
- Recours de pleine juridiction par tout candidat évincé dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité annonçant la conclusion du marché (Arrêt du Conseil d'Etat du 16.7.2007 n°291545). Il est précisé que, à partir de la conclusion du contrat, dès lors qu'il dispose du recours de pleine juridiction ci-avant défini, le concurrent évincé n'est plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables.

Médiation :

- Pour les différends liés à la passation et à l'exécution : Tribunal Administratif de Bordeaux (conciliation art L.211-3 du Code de justice administrative)
- Pour les différends liés à l'exécution du marché : Comité consultatif de règlement amiable des différends (article R. 2197-1 du code de la commande publique), ou médiateur des entreprises (R. 2197-23 et R. 2197-24 du code de la commande publique)

8.3 – Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement concernant le marché, les candidats peuvent s'adresser à :

Pour tout renseignement administratif :

Prendre contact avec :

la Mairie de Roquefort (47)

Email : commune@roquefort47.fr

Pour tout renseignement technique :

Prendre contact avec : Agence FERRANDO ARCHITECTURE

Tél. fixe : 05 53 66 17 49

Email : architecte@ferrando.pro

CERTIFICAT DE VISITE

REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE CRECHE EN MAIRIE de la commune de Roquefort

Adresse : 1 route de Nérac Charles de Gaulle – 47310 ROQUEFORT

VISITE DU SITE :

Prendre contact avec : **Mairie de Roquefort (47)**
Tél. fixe : **05 53 67 20 98**
Email : **commune@roquefort47.fr**

Tout candidat soumissionnant pour le lot 02 DEMOLITION/MACONNERIE remettra avec son offre le certificat de visite ci-joint dûment complété et signé.

ENTREPRISE :

Représentée par :

Visite du site le :

Signature de l'entreprise :

Signature et tampon de la mairie de Roquefort :